

Français

(Texte aussi disponible en Anglais)

Table ronde I : Exclusion par la finance - micro-finance et dette internationale

(Synthèse par Alain SIMON)

Rencontre Internationale, Genève 30-31 mars 2001

Ouverture : M. Pierre Calame,

Modérateur : Prof. Paul. H. Dembinski.

Introduction

- L'exclusion par la finance : la micro-finance et la dette internationale - Daniel Warner (Université de Genève / IUHEI, Suisse)

L'exclusion est perçue communément de manière négative tandis qu'à l'inverse l'inclusion a des connotations positives. Cette proposition est discutable. L'exclusion est ancestrale et inévitable, et n'est pas nécessairement négative.

Pourquoi l'exclusion est-elle perçue comme un problème? Cela serait lié à Immanuel Kant et à la notion de démocratie développée récemment par de nombreux auteurs. Il existerait un lien entre d'un côté la démocratie et de l'autre l'inclusion et la paix.

La deuxième théorie exposée est en relation avec la première: un lien serait présent entre la démocratie en tant que système politique et le développement. Celui-ci n'a jamais été démontré.

Depuis 1989, et la chute du mur, la démocratie est perçue comme la panacée. S'il s'agit d'un processus superficiel de démocratisation ce n'est pas forcément exact. Enfin, l'exclusion n'est pas non plus en tant que tel un bon cheval de bataille. D'autres variables mériteraient d'être relevées pour situer la question du bien commun.

Partie I : Dette internationale

- A propos de la campagne Jubilé 2000 - Yoko Kitasawa (JCA-Net, Japan)
La campagne "Jubilé 2000" réclame que les dettes qui ne peuvent pas être payées soient annulées. Avec le consensus de Cologne, les dirigeants du G7 se sont engagés à annuler 70 milliards de dollars de dettes concernant les pays les plus pauvres. Le processus pour les dettes bilatérales va relativement bien. Pour ce qui est des institutions internationales (HIPC) (processus multilatéral), la prise de décision de l'annulation de la dette est plus partielle. On repousse le processus pour ne pas l'appliquer. Il est nécessaire de continuer à exercer la pression pour annulation de la dette et faire le suivi de cette annulation. Ces dettes ont augmenté à cause des taux d'intérêt (qui ont fortement augmenté au début des années 80), de plus, en termes réels, elles ont souvent déjà été payées. Enfin, les politiques structurelles, imposées par le FMI, ont affaibli les pays les plus faibles.

□ Service de la dette et bien public au Maroc - Lahsen SBAI EL IDRISSE (Ministère de l'économie, Maroc)

Le Maroc a subi dès les années 80, et cela jusqu'en 1993, des programmes d'ajustement structurels. Il y a eu une amélioration des indicateurs macro-économiques mais une aggravation de la pauvreté (IDH- Indicateurs du Développement Humain). Dès 1993, le Maroc a eu recours aux marchés financiers internes pour financer le déficit budgétaire. Aujourd'hui un tiers du budget est au service de la dette, tandis qu'au début des années 80 il ne s'agissait que de 7%. Parallèlement à ce phénomène, une forte diminution de l'investissement est constatée. La réforme financière ne peut avoir d'effets positifs sans une réforme économique globale. Il faut prendre en compte, non seulement la dette extérieure, mais aussi la dette intérieure. Enfin, pourquoi ne pas réaffecter une partie du service de la dette vers quelque chose de plus productif?

□ A la recherche de formes de participations durables à l'économie durable - Jacques Chai CHOMTHONGDI (Focus on the Global South, Thailand)

La financiarisation de l'économie a fragilisé le système, l'Asie du sud-est en est un excellent exemple. Les institutions financières internationales ont entraîné une nouvelle forme de dette nationale. La dette privée a diminué tandis que dans le même temps la dette publique a considérablement augmenté. De manière générale, on a assisté à une explosion de la dette durant les 50 dernières années. Au niveau micro, des exemples tout à fait instructifs d'exclusion par la finance ont été constatés pour des paysans thaïlandais. La transformation d'une production de subsistance vers une production orientée vers le marché sous la pression de différentes forces a entraîné les paysans dans des cycles d'endettement, ce crédit permettant de financer leur production. Selon les taux d'intérêts des crédits, les paysans sont écrasés de manière variable par le poids de cette dette. Dans un autre domaine, le système de monnaie communautaire inconvertible tel qu'il a existé dans le nord-est de la Thaïlande a permis un développement tout à fait significatif dans différents secteurs. Cette pratique a malheureusement été interdite par le gouvernement thaïlandais, avec comme prétexte la déstabilisation du système financier national.

□ Mécanismes de financement des investissements et la création des entreprises en Afrique francophone - Jean MAVOUNGOU (Dr en économie, France)

L'Afrique est aujourd'hui un véritable chantier et pour permettre un développement durable, il faudrait créer des conditions propices au développement des PME. La problématique se situe au niveau du financement. Les banques sont très frileuses et différents facteurs créent des difficultés au développement du secteur privé. Certains pays, tel le Bénin, tirent mieux leur épingle du jeu. La mise en place de réformes crédibles y a contribué, et la dynamique régionale y est aussi pour quelque chose. D'un autre côté, d'autres régions d'Afrique n'ont pas mis en place de réformes crédibles. Le Congo (RDC) a, par exemple, un système bancaire dans un triste état. De manière générale, il faudrait assainir le système bancaire et également trouver un équilibre pour les indicateurs macroéconomiques. La mise en place d'une structure de conseils aux entrepreneurs constituerait une intéressante initiative. Le système des micro-crédits correspond aussi au marché des entrepreneurs en Afrique, il mériterait d'être développé. Enfin, résoudre la question de la communication dans ses différentes dimensions est un enjeu que l'Afrique devra relever.

□ Le Mexique ; dette extérieure, assainissements bancaires et exclusion sociale - Victor QUINTANA (Equipo Pueblo, Mexique)

Le Mexique a connu une politique des taux d'intérêt élevé, dans le but d'attirer des capitaux. La crise de la dette de 1995 a mis les finances de l'Etat et secteur bancaire en crise. Cette situation a entraîné une nouvelle escalade des taux d'intérêt, avec les inévitables conséquences dramatiques pour la population et les PME. D'un autre côté le gouvernement va largement financer, dans un processus peu transparent, les difficultés liées au secteur

bancaire à travers le Fonds Bancaire de protection de l'Épargne (FOBAPROA). Le gouffre financier représenté par l'assainissement du secteur bancaire marque ses effets jusqu'à ce jour. On peut le remarquer par le processus de taxation (TVA) sur les médicaments et la nourriture, produits qui n'étaient jusqu'alors pas taxés. Pour le Mexique, il n'y a pas que la dette extérieure qui entraîne une énorme fuite des ressources financières, la dette publique intérieure joue également un rôle non-négligeable, et cela au dépens des programmes sociaux et de la population dans son ensemble. Résoudre ces questions passe par les organismes internationaux créés par la société civile, ainsi que par les organisations civiles (par exemple Jubilee 2000). Ces actions méritent d'être soutenues, mais cela n'est pas suffisant. La création d'une organisation internationale d'observation, de surveillance et de conseil, et en particulier sur des bases éthiques, serait souhaitable. Il s'agirait d'un organisme qui établirait des rapports à l'usage des gouvernements nationaux.

Partie 2 : le micro-crédit

□ La dette internationale au service du développement de la micro-entreprise en économies émergentes - Cédric LOMBARD (Blue Orchard Finance SA, Suisse)
Qu'entend-on par micro-finance ? Tout d'abord, il s'agit d'un service pour exclus du système financier traditionnel, et aussi pour des micro-entrepreneurs, en particulier dans des pays émergents, mais aussi dans des pays développés. Les institutions de micro-finance (IMF) se proposent de permettre à des micro-entrepreneurs de pays émergents de développer leurs activités. Si les IMF ont des taux d'intérêt relativement élevés, ils reflètent les différents coûts inhérents à ce service, et se trouvent à des niveaux incomparablement plus bas que des usuriers informels et locaux. Le fonctionnement des IMF révèle qu'il s'agit d'une niche financièrement rentable avec un risque relativement faible grâce au fort taux de remboursement. Blue Orchard Finance SA se propose de favoriser le flux de la dette internationale par le refinancement des IMF tout en démontrant qu'il peut exister une corrélation entre le profit et le développement humain et social. Le secteur des IMF est aujourd'hui un secteur en plein développement.

□ Le micro-crédit est-il un instrument de développement ? - Fernand VINCENT (Acces International, Suisse)
Historiquement, le micro-crédit s'est développé en réaction à l'usure, et tout particulièrement à travers les églises et les prêtres. Ce modèle s'est ensuite développé dans les années 80 sur le modèle des Grameen Bank. Aujourd'hui le micro-crédit a été récupéré par les organisations internationales et même par les grandes banques. Devant ce développement, un certain nombre de questions de fond s'imposent. Des études ont montré que les crédits concernant des sommes très faibles avaient tendance à créer essentiellement un « plus social ». Avant tout les crédits de plus de 5000 \$ créent un véritable développement économique. Prêter à des taux d'intérêt du marché ou inférieur ? Si les prêts sont à des taux inférieur au prix coûtant, cela signifie qu'il y a une dépendance par rapport à des aides extérieures. Pour garantir une pérennité, l'autofinancement s'impose. Pour éviter que les acteurs locaux paient des prix relativement élevés pour les crédits, on peut envisager que l'aide internationale subventionne ce secteur. Si les taux de remboursement sont élevés, il faut constater que les différents frais engendrés par le crédit ne sont pas toujours pris en compte. Développer le modèle du micro-crédit implique une professionnalisation de ce secteur. Différents modèles peuvent être appliqués tel la « caution mutuelle » ou mieux encore le système de la garantie bancaire.

Quelques points récurrents de la table ronde 1

En ce qui concerne la dette, on peut retenir que si l'on met souvent l'accent sur la dette extérieure, il est important de ne pas oublier le poids de la dette intérieure. Il est clair que les processus de remises de la dette doivent être encouragés. L'augmentation des taux d'intérêt et les programmes d'ajustement structurel ont entraîné des processus particulièrement dévastateurs pour la population et en particulier pour les plus défavorisés. Il ne faut pas perdre de vue qu'une réforme financière ne peut avoir d'effets positifs sans une réforme économique globale, en donnant par exemple les moyens de développer les PME. Dans cette optique, le micro-crédit peut contribuer au développement. Il ne faut pas perdre de vue que cette forme de crédit coûte cher. Faut-il le faire payer aux bénéficiaires ? L'aide internationale doit-elle subventionner ce secteur ? Dans un autre domaine, mais toujours dans une optique de développement, le système de monnaies communautaires représente une expérience qui mérite d'être suivie attentivement.